

ANALYSE DU 30 mars 2012

TOGO : BANALISATION DES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS : ENTRE ESCALADE ET DESINFORMATION

La ville de Kara, berceau de la famille GNASSINGBE, a été le théâtre de graves événements le mercredi 28 mars. Le gouvernement intensifie la répression contre les étudiants du campus de Kara en procédant à des passages à tabac et à des arrestations arbitraires et injustifiées des dirigeants du mouvement étudiant, notamment Mrs. Agnité MASSAMA, Bitsioudé BIRENAM et SIGUIBA Mohamed, responsables de l'Union des élèves et étudiants du Togo (UNEET), principal syndicat de l'Université de Kara. La gravité des exactions commises, atteste de l'escalade dans le recours à la violence du gouvernement RPT/AGO de Faure GNASSINGBE pour régler les conflits sociaux.

Pendant ce temps le pouvoir politique multiplie les initiatives pour présenter un tout autre visage que celui de la cruelle réalité dont il est seul responsable, à la population togolaise et à la communauté internationale. Ce double visage de Faure Gnassingbé et de son Gouvernement RPT/AGO ne doit tromper personne. La désinformation ne peut cacher l'escalade dans les atteintes, de plus en plus banalisées, aux droits humains.

1. MULTIPLICATION DES INITIATIVES OFFICIELLES POUR REDORER UNE IMAGE TERNIE

Pour essayer de valoriser l'image bien terne du Togo en matière de droits humains, le Ministère des Droits de l'Homme, de la Consolidation de la Démocratie et de la Formation Civique du Togo, organise les 29 et 30 mars 2012 des « **Journées Citoyennes sur les Droits de l'Homme** »¹, au Palais des congrès de Lomé, conjointement avec la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) et la Commission Parlementaire des Droits de l'Homme de l'Assemblée Nationale, le tout avec l'appui du projet PAI de l'Union Européenne.

Par ailleurs la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) annonce dans un communiqué paru ce 30 mars, qu'elle remettra solennellement au Président de la République son rapport final, le mardi 3 avril à 9h00 au cours d'une cérémonie officielle au nouveau palais de la présidence.

Au moment même où le gouvernement RPT/AGO de Faure GNASSINGBE intensifie la répression sur le campus de Kara et sur l'ensemble de ceux qui luttent pacifiquement pour faire valoir leurs droits. Il espère faire oublier le poids de ses exactions permanentes contre les droits humains.

Ainsi lorsque la Ministre des Droits de l'Homme, Mme Wilson de Souza annonce: « *la volonté du Gouvernement de promouvoir, de protéger les droits de l'Homme dans le pays* », chaque citoyen togolais se demande elle traite bien du Togo, la réalité sur le terrain et dans la vie de tous les jours, est éloignée de ces objectifs.

¹ « Le Togo organise des journées citoyennes sur les droits de l'Homme », *ICILOME*, 29 mars 2012, URL <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=11&idnews=19034>

2. DES ATTEINTES PERMANENTES AUX DROITS HUMAINS

Chaque jour apporte son lot et vient allonger la liste des exactions commises par le gouvernement RPT/AGO. Les plus zélés parmi ses serviteurs sont d'ailleurs encouragés par l'impunité et le déni de condamnation par celui qui est en principe en charge du commandement de la défense nationale et de l'armée togolaise. Face à ses hésitations et décisions non suivies d'effet, il faut croire que la décision n'est pas dans les mains de Faure GNASSINGBE. Cela pourrait d'ailleurs conduire à des surprises parmi ses propres militaires non républicains.

Après avoir été pris en flagrant délit de forfaiture - c'est la qualification juridique qui s'applique à des actes de falsification de documents officiels - lors de la publication récente du rapport de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) sur les tortures exercées par l'Agence Nationale du Renseignement (ANR), dirigée par le Colonel MASSINA, pendant l'instruction du procès du coup d'Etat de Kpatcha Gnassingbé et co-accusés, le gouvernement et ses représentants multiplient les « incidents » souvent assimilables à de véritables exactions.

Faure GNASSINGBE et son gouvernement placent à des postes clés, des hommes qui se conduisent non comme des représentants de la République, mais comme les séides d'un clan partisan. La nomination récente en tant que préfet de la Kozah, du Colonel BELEYI, ancien aide de camp de Faure GNASSINGBE, pour museler la contestation estudiantine à Kara, en apporte le témoignage. Cette nomination, vécue comme une véritable provocation, laissait augurer une dégradation des relations entre les autorités et le mouvement étudiant, ce qui vient d'être confirmé dans les faits.

Les exemples se multiplient. Tel celui fourni par le préfet du Golfe, Koffi Essozolim MELEBOU, lorsque celui-ci a débarqué le 29 mars, avec son aide de camp, en pleine cérémonie de mariage à la préfecture du Golfe et annulé une cérémonie de mariage en retirant violemment la feuille au conseiller préfectoral et en la froissant. Ceci au motif que « *la salle de la préfecture n'est pas un lieu indiqué pour cette cérémonie.* », alors que des cérémonies se tiennent depuis des lustres, le jeudi de chaque semaine dans cette salle de la préfecture.² Ce même préfet aurait récemment fait détruire, sans aviser les familles, un cimetière où devrait passer une route.

Sans vouloir multiplier les exemples, les atteintes aux droits humains sont de plus en plus banalisées comme partie intégrante de la gouvernance de l'Etat. Malgré le soutien du projet PAI de l'Union Européenne portant entre autres sur l'organisation des « Journées Citoyennes sur les Droits de l'Homme », Faure GNASSINGBE et son gouvernement RPT/AGO, auraient tort de croire que les victimes que sont dans leur grande majorité les citoyens togolais, considèrent les atteintes permanentes aux Droits humains élémentaires comme fatales, et inéluctables.

3. RECOMMANDATIONS DE CVU-TOGO-DIASPORA

L'attitude méprisante de Faure GNASSINGBE et son gouvernement RPT/AGO à l'égard des droits humains élémentaires, montre leur conception du dialogue et leur difficulté réelle à appréhender la

² AGHU, « TOGO: Un préfet interrompt brutalement une célébration de mariage », *KOACI.com*, 29 mars 2012, URL <http://koaci.com/articles-74129>

Mouvement Citoyen

réalité des problèmes sociaux et à formuler la moindre proposition de règlement pacifique des conflits sociaux.

- Devant une telle situation marquée par une volonté délibérée d'escalade de la violence d'Etat, et pour donner toutes les chances aux légitimes revendications d'aboutir, il est nécessaire de porter le combat pour les libertés au-delà des frontières togolaises, sous toutes formes appropriées, en s'appuyant sur la Diaspora togolaise et les Etats soucieux de faire respecter les droits humains au Togo.
- La raison qui préside à une telle solution est que Faure Gnassingbé n'est tout simplement pas un démocrate. Il refuse d'annoncer qu'après avoir effectué les deux mandats présidentiels, il se retirera. Il souhaite renouveler l'expérience du Président Abdoulaye Wade au Togo. Le peuple togolais restera vigilant, les partis politiques aussi, les organisations de la société civile togolaises comme celles de la Diaspora ne manqueront pas d'alerter les pays amis du Togo de ne pas recommencer le « gâchis » sénégalais au Togo.
- Les conflits sociaux, et plus généralement le droit légitime des étudiants de chercher des solutions à leurs problèmes, ne peuvent se régler par la répression et les abus des droits humains. C'est pourtant, la seule méthode qu'utilise Faure Gnassingbé, une fois qu'il refuse de tenir ses promesses.

Le 30 mars 2012



Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordinateur Général

François FABREGAT
Secrétaire Général